

## L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?

Compte-rendu de la Rencontre déjeuner du 14 mars 2006,  
Paris (Assemblée Nationale)

Le 14 mars dernier, l'Institut Thomas More organisait, en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS, une Rencontre déjeuner sur le thème « L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? », avec pour intervenants : Karl HOFMANN, Ministre, Ambassade des Etats-Unis d'Amérique; Bertrand de LA PRESLE, Général d'armée 2s, ancien commandant de la Forpronu en ex-Yougoslavie, ancien gouverneur des Invalides, administrateur de l'Office National des Anciens Combattants, Vice-président de Géostratégies 2000; Jean-Sylvestre MONGRENIER, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis), chercheur associé à l'Institut Thomas More, auteur du "Dictionnaire géopolitique de la défense européenne" (ed. Unicom, 2005) et de "La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français" (ed. Unicom, 2006). Le débat était animé par Frédéric PONS, rédacteur en chef Monde de l'hebdomadaire « Valeurs Actuelles ». La liste des participants est donnée à la fin du présent document.

La Tribune de Jean-Sylvestre MONGRENIER, « L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin » est disponible en Anglais et en Français sur le site de l'Institut Thomas More (<http://www.institut-thomas-more.org/showNews/83>) ou sur simple demande à [publications@institut-thomas-more.org](mailto:publications@institut-thomas-more.org).

### Intervention de

#### Jean-Sylvestre MONGRENIER

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? La question ne vise pas à la provocation encore que l'on puisse avec quelque utilité se reporter à l'étymologie du terme : *pro-vocare*. Elle est destinée à ouvrir une réflexion sur les perspectives de l'Union européenne, sur la destinée de l'Europe et, plus largement, sur le devenir de l'Occident.

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre d'un travail de recherche sur l'Europe de la défense et la transformation de l'OTAN. Le « non » français au référendum du 29 mai dernier, bien vite suivi du « non » néerlandais, et le report aux calendes grecques du traité constitutionnel lui donnent toute son actualité. L'objet de cette réflexion est de poser ce que l'on nommera la « question d'Europe » : Les Européens veulent-ils la puissance ? S'en donnent-ils les moyens institutionnels et militaires ? Peut-on seulement agir politiquement et prétendre faire l'économie de la puissance ? L'Europe serait-elle la Belle au bois dormant des contes de notre enfance ?

Pour nous résumer, la « question d'Europe » est celle d'Hamlet : « Etre ou ne pas être ? ».

Cette problématique ne peut être abordée sans prendre en compte l'OTAN et donc l'alliance avec les Etats-Unis. De fait, l'Union européenne et l'OTAN sont aujourd'hui des ensembles géopolitiques qui font intersection. Force est donc constater que les mêmes Etats européens qui affichent leurs désaccords au sein de l'Union parviennent, vaille que vaille, à s'entendre dans un cadre euro-atlantique.

Dès lors, on doit s'interroger sur le degré de probabilité de voir émerger dans l'Ancien Monde une commune volonté de puissance et une commune volonté de conférer à l'Union européenne une dimension politique et militaire (la défense européenne ouvrant la voie à l'Europe-Puissance).

#### 1. Un constat de base s'impose : l'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe

La voie menant à l'Europe de la défense est ouverte par le traité de Maastricht en 1992. Elle a pour feuille de route les missions de Petersberg (évacuation de ressortissants, missions humanitaires, maintien et imposition de la paix) et relève de la gestion de crise. La défense collective demeure quant à elle le monopole de l'OTAN. L'Europe de la défense est en fait une Europe de la sécurité. L'approche européenne a certes le mérite du pragmatisme :

- Développement de la coopération militaire entre nations européennes (Brigade franco-allemande et Eurocorps, Force navale franco-allemande, Eurofor et Euromarfor, Groupe aérien européen et Centre de transport aérien d'Eindhoven, etc.). Ces « bulles opérationnelles » ont pour vertu de partir du terrain et font de l'Europe des militaires une réalité.
- Définition d'un objectif global à Helsinki (décembre 1999) : c'est la capacité à projeter 60 000 hommes sur un théâtre extérieur en 2 mois et à soutenir cette force pendant un an.
- Définition en parallèle des institutions politico-militaires adéquates.

- Mise en oeuvre d'une démarche capacitaire qui a abouti à la mise sur pied d'une Agence européenne de défense.

Ceci dit, la montée en puissance de l'Europe de la défense se heurte à nombre d'incertitudes :

- Moyens militaires : insuffisants au regard des objectifs initiaux avec d'importantes lacunes capacitaires. La capacité à pouvoir déployer 60 000 hommes sur un théâtre d'opérations extérieur n'est d'ailleurs guère plus évoquée, la mise sur pied de GTI 1500 (groupements tactiques interarmées) ayant pris le relais. Les deux choses sont certes complémentaires mais on peut y voir aussi une réduction des ambitions. Par ailleurs, l'éventuelle mise sur pied d'un état-major européen stratégique opérationnel, demeure une question sensible. Nous n'en sommes qu'à une cellule civilo-militaire complétée par un embryon d'état-major européen.
- L'Agence Européenne de Défense : tous les Etats membres ne partagent pas la volonté de promouvoir cet instrument (potentiellement remarquable).
- Le manque de cohérence d'ensemble du projet dès lors que le traité constitutionnel reste lettre morte : pas de tête politique en l'absence d'un Ministre européen des affaires étrangères, pas de service d'action extérieure, pas de clause de sécurité mutuelle entre les Vingt Cinq, pas de « coopération structurée permanente » entre les Etats les plus allants.

En toile de fond, on identifie aisément le manque de volonté commune des Européens, la dispersion des projets politiques nationaux et le refus de l'Europe-Puissance qui est un concept franco-français souvent « incompris » à l'étranger.

## **2. A contrario, il nous faut prendre acte de la pérennité et de la transformation de l'OTAN et ce de par la volonté de ses Etats membres**

Au lendemain de la « victoire froide » remportée sur l'URSS, l'Alliance atlantique et l'OTAN ont entamé un triple élargissement :

- Elargissement fonctionnel avec l'adjonction de nouvelles tâches : maintien de la paix et imposition de la paix (missions non-article 5) dans le contexte balkanique ; lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive après le 11 septembre (Prague, novembre 2002).
- Elargissement de la zone d'influence euro-atlantique avec le lancement du Partenariat pour la Paix à l'Est (dès 1994) et du Dialogue méditerranéen au Sud (en 1995).
- Elargissement géographique avec l'admission de nouveaux Etats membres, des Etats autrefois satellisés par l'URSS et d'anciennes républiques soviétiques (les Etats baltes).

Aujourd'hui, l'OTAN est donc une organisation multifonctionnelle, expéditionnaire, axée sur la projection de forces et de puissance « hors zone ». Depuis le 11 septembre 2001 et le sommet de Prague de novembre 2002, la « transformation » s'est accélérée et l'OTAN prend des allures d'alliance globale anti-chaos. La mise sur pied de la *Nato Response Force* est le fil conducteur de cette transformation et les armées françaises y participent largement.

Pour l'Union européenne, ce mouvement de transformation a d'importantes conséquences :

- La plupart des Etats européens pensent, conçoivent et conduisent leur politique de défense dans le cadre de l'OTAN.
- Cette OTAN « fait frontière » en mer Baltique, en mer Noire et sur l'« axe gothique » qui relie ces deux mers européennes. Elle fait aussi frontière en Méditerranée, d'Ouest en Est.
- la zone euro-atlantique englobe et dépasse très largement les confins et limites de l'Union européenne. Elle est au contact de la Russie et « mord » sur les limites de la CEI (voir l'Ukraine, la Moldavie, les Etats du Caucase) ; elle jouxte l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Des escadres de l'OTAN font escale dans le port d'Alger.

Au cœur de cette vaste aire géopolitique, le territoire européen joue le rôle de plaque tournante, de centre de transit, de base logistique. Bref, l'Europe est plus un pivot géopolitique qu'un acteur géostratégique.

## **3. Dès lors, quelles perspectives ? Dans l'ère post-occidentale qui s'ouvre, une double nécessité s'impose : l'affirmation européenne en matière de défense et la consolidation et le renouvellement de l'alliance euro-américaine**

Il faut donc penser de manière simultanée, et non en termes opposés, l'Europe de la défense et la transformation de l'OTAN. Il faut faire émerger un réel *commonwill* euro-atlantique, une véritable communauté de volonté. Pour autant, les processus en cours et les dénivellations énergétiques de part et d'autre conduisent à poser quelques éléments de réflexion sous la forme d'un questionnement :

- La question du « gap transatlantique » : le fossé budgétaire et capacitaire entre Européens et Nord-Américain menace l'interopérabilité entre nos armées. La cohésion géostratégique de l'euro-atlantisme n'en est-elle pas menacée ?
- La question de l'intégration militaire européenne : pour amplifier les efforts militaires européens, il est nécessaire d'accepter un processus de mutualisation, de spécialisation et d'intégration. Ce sont là les enjeux de l'Europe de la défense. A terme, cela ne peut aller sans délégations et transferts de souveraineté. Ne faudrait-il pas aborder en termes clairs et explicites la thématique du fédéralisme ?

- La question du partage du fardeau et des responsabilités : la pérennisation et la vitalité de l'alliance euro-américaine nécessitent un pilier européen de défense. Dès lors, doit-on s'inquiéter d'une plus grande autonomie de l'Europe en ce domaine ? N'est-ce pas là une des conditions *sine qua non* à la formation d'un « Axe du Bien » (l'expression est empruntée à Louis Michel, ancien ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Commissaire européen) ?
- La question de l'Europe-Puissance : les Européens peuvent-ils persévérer dans leur être, exister stratégiquement et politiquement en reniant leur histoire et en démonétisant la notion de puissance ? Peut-on impunément faire fi du principe de réalité ?

#### 4. Quelques réflexions sur les perspectives d'un *Commonwill* euro-atlantique

Nous entrons dans un nouvel âge marqué par l'affirmation d'Etats porteurs d'autres valeurs de civilisation, d'autres modes de pensée et modes d'organisation (la Chine, l'Inde). Simultanément, il nous faut affronter la poussée démographique, idéologique et polémogène de l'islamisme.

L'affrontement est géostratégique mais aussi intellectuel, moral et, en dernière instance, philosophique (la géopolitique récapitulant ces différentes dimensions) :

- sur le plan philosophique, les Européens et Occidentaux ne sauraient céder au relativisme ambiant et au nihilisme.
- sur le plan géostratégique, ils se garderont de s'enfermer dans une citadelle bientôt assiégée (le mouvement et l'art de la manœuvre s'imposent).

Il leur faut donc conserver un espace de manœuvre, élargir leurs horizons, porter haut les héritages et valeurs qui les fondent en propre, « jeter » des têtes de pont géopolitiques dans d'autres aires de civilisation. Bref, oser la puissance.

Ces lignes d'action posent la question du rapport de l'Europe, et plus largement de l'Occident, à la Russie :

- Dans quelle mesure la Russie peut-elle être « arraisonnée », incorporée dans un *commonwealth* pan-occidental (l'axe Washington/Bruxelles/Moscou) ?
- la poussée de la Chine à l'Est et les turbulences du monde musulman au Sud ainsi que le déclassement de la puissance russe peuvent-ils mener à un rapprochement entre le *commonwill* euro-atlantique et l'ensemble russo-sibérien ?
- l'Iran et les enjeux liés à la contre-prolifération seront-ils des tests décisifs ?

Je me garderai de toute certitude en la matière et me contenterai de citer de mémoire l'Amiral Raoul Castex, auteur des *Théories stratégiques* et fondateur de

l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale : « La Russie est asiatique avec Gengis Khan et européenne avec Michel Strogoff. »

#### 5. Pour conclure, l'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?

Ce qui est d'ores et déjà assuré, c'est que l'OTAN est le présent et le proche avenir de l'Europe. S'il en est ainsi, c'est parce que les Européens le veulent bien. A travers l'OTAN, les Etats-Unis jouent le rôle de balancier au large et assurent un équilibre entre les nations européennes ; chacune d'entre elles préfère la lointaine hégémonie des Etats-Unis à celle de son plus proche voisin ou à un quelconque directoire de grandes puissances européennes. « Rome n'est plus dans Rome » ...

Au-delà du court et moyen terme, beaucoup dépendra des choix opérés, des prises de décision de part et d'autre de l'Atlantique. L'Europe de la défense devrait *a minima* organiser un pilier européen de défense et accroître ainsi la contribution des Européens à une alliance transatlantique renforcée et globalisée. Aucune coalition de circonstance ne saurait pallier l'absence de solides alliés, militairement vertébrés.

Enfin, rappelons que l'OTAN et l'Europe de la défense ne sont que des structures et des outils au service de la sécurité extérieure des parties prenantes. Ce qui est en jeu, c'est la capacité des Européens et des Nord-Américains à relever les défis qui leur sont jetés. Dépassons donc les inévitables querelles et rivalités entre technostructures transnationales.

Rien ne se fera sans cette dynamique énergétique que l'on nomme la puissance. Oser la puissance implique le retour aux êtres et aux choses : il nous faut voir le monde tel qu'il est et « penser la guerre » (Raymond Aron). Le tragique de l'Histoire et la précipitation des enjeux (démographiques, écologiques, énergétiques, technologiques, identitaires et territoriaux) exigent de la lucidité, du courage et de l'enthousiasme. « Pour sortir de nulle part, écrit Régis Debray, devisant sur l'absence de l'Europe à elle-même, il faudrait un budget militaire et une capacité spirituelle. »

---

#### Intervention du

#### Général Bertrand de LA PRESLE

D'abord un grand merci aux organisateurs. Je suis en effet très honoré et très heureux de cette invitation à m'exprimer devant un auditoire aussi choisi, et dans ce cadre prestigieux, sur la stimulante contribution de Jean-Sylvestre Mongrenier, intitulée, de façon volontairement provocatrice, je présume : « L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? ».

Partageant plusieurs des idées de son intervention, je ne vais évidemment pas commenter nos points

d'accord. Je me contenterai donc d'évoquer brièvement l'essentiel des réactions qu'elle m'a suggérées. Je les présenterai sous forme d'affirmations un peu péremptives, me tenant prêt à les éclairer par des témoignages vécus en réponse à d'éventuelles questions dans le débat qui va suivre.

Ces réactions sont à la fois celles d'un officier général dont les dernières années de carrière ont été marquées par une relation très étroite, mais parfois assez tendue, avec de hautes autorités civiles et militaires de l'OTAN des années 1994 à 1996, mais aussi celles d'un citoyen français membre de diverses associations intéressées par les thèmes de défense et de sécurité comme par celui de l'avenir de l'Europe.

Je tiens enfin à souligner que ces réflexions n'engagent que le *has been* que je suis, et que je n'ai ici de mandat de personne, ce qui d'ailleurs, j'en ai une claire conscience, limite singulièrement la portée de mes propos !

**1.** J'ai d'abord le sentiment profond que la « nouvelle OTAN » dont « l'assomption » vient d'être décrite de façon tout à fait positive par Jean-Sylvestre Mongrenier, relève encore d'un vœu ardent et de potentialités, plus que d'une réalité concrète.

Il me semble en effet que l'avenir de l'OTAN reste bien incertain, et que cette organisation souffre encore aujourd'hui de l'absence de réponse claire à des problèmes de fond sur son identité et sur sa vocation. A cet égard revêtiront une grande importance le sommet de novembre 2006 à Riga, et peut-être plus encore celui de 2008 qui correspondra à une nouvelle Présidence française, mais surtout à la fin du mandat du Président Bush et à un possible nouvel élargissement à l'Ukraine, à la Géorgie et aux Balkans,

Nous pourrions alors savoir comment les Etats-Unis auront su concilier leur préférence désormais affichée pour les formules de coalition de fait, plutôt que d'alliance de droit, et comment l'Europe aura su surmonter la crise du référendum sur son traité constitutionnel, et comment elle aura notamment su s'organiser pour s'impliquer dans la guerre globale contre le terrorisme.

Nous devrions alors aussi savoir si l'OTAN rénovée aurait conservé sa vocation à la guerre de haute intensité où si elle se serait orientée de facto, en aval des véritables phases de combat intense, vers des tâches plus civilo-militaires de stabilisation et de reconstruction.

Nous pourrions aussi être éclairés sur l'élargissement de l'action politique de l'OTAN, et sur son positionnement tant vis à vis de l'Organisation des Nations Unies, que d'une Europe de la Sécurité et de la Défense dont on peut espérer qu'elle aura pris plus de consistance à cet horizon.

Mon premier propos réside donc dans le souhait que l'OTAN trouve un nouvel équilibre, voire une nouvelle

identité, dans le moderne paysage géostratégique qui la prive de l'ennemi désigné, prévisible, et « symétrique » qui constituait sa raison d'être originelle.

**2.** Dans cet esprit, il me semble essentiel que la « nouvelle OTAN », transformée et « réoutillée » pour reprendre l'expression de monsieur Mongrenier, valorise sa dimension politico-civile de sorte que son volet militaire, traditionnellement tout à fait prédominant, soit clairement, non une finalité en soi, mais l'un des outils au service d'un projet politique dont la réussite sera essentiellement le fait de structures civiles de multiples natures.

Les généraux engagés aujourd'hui dans une action militaire en Afghanistan ou au Kosovo par exemple savent fort bien, comme je le savais dans mon commandement en ex-Yougoslavie, que leur rôle ne consiste pas à remporter une victoire décisive sur l'ennemi. Leur mission est désormais de procurer aux responsables politiques de l'opération dans laquelle ils sont engagés, un silence des armes suffisant sur l'ensemble de leur zone d'action pour que d'utiles négociations puissent être conduites avec les parties concernées, par les personnalités civiles en charge des aspects diplomatiques, économiques, juridiques, et administratifs des plans de paix à l'étude ou en cours de mise en oeuvre.

Mon espoir est donc que la profonde évolution en cours de l'OTAN prenne en compte la vérité désormais mieux comprise selon laquelle ce sont les volets civils d'une opération qui construisent peu à peu la paix, sous la protection d'un solide volet militaire dont la véritable victoire sera, le moment venu, son repli discret.

L'émergence d'un tel état d'esprit exigera une évolution significative de la culture militaire, et donc de la formation, des officiers de l'OTAN, et notamment des officiers généraux qui occupent les postes de commandements suprêmes. Il faudra que ces généraux de la « nouvelle OTAN » admettent de n'être que des instruments au service quotidien des objectifs à moyen et long terme poursuivis par les acteurs civils de la crise dont le règlement du volet militaire leur aurait été confié.

**3.** Sur ce même thème, je profite de l'occasion qui m'est offerte pour stigmatiser à nouveau le système de commandement, à mon sens contre nature, décidé à Dayton au terme de délicates tractations entre Européens et Américains. En application de ce système bicéphale, le Commandant américain de la Force militaire de l'OTAN (IFOR) était subordonné, non point au Chef politique de la mission qu'était Carl Bildt, mais à l'Etat-major de l'OTAN à Bruxelles, et au deuxième degré à Washington, tandis que Bildt relevait des Nations-Unies à New York. Ce bicéphalisme associant deux structures qui n'agissaient pas selon la même logique était à mon sens tout à fait malsain. Il a

perduré en Bosnie-Herzégovine jusqu'à ce qu'un commandement européen se substitue à celui de l'OTAN en application des accords Berlin+ (opération ALTHEA). Mais il prévaut encore au Kosovo, en violation d'une règle simple que les militaires ont coutume de résumer sous la forme d'un slogan simpliste qui me semble conditionner la réussite de toute entreprise : un Chef, une Mission, des Moyens.

**4.** S'agissant maintenant du rejet du projet de Traité Constitutionnel par la France puis par les Pays Bas, il me semble qu'il ne s'agit que d'un épisode de la longue histoire de la construction de l'Europe au cours du dernier demi-siècle. Le coup d'arrêt, aux causes d'ailleurs fort diverses, a certes été sérieux. Il ne condamne pas pour autant l'émergence progressive d'une Europe de la Défense et de la Sécurité et ne doit pas nous inciter à nous résigner à la seule solution que serait une « OTAN, avenir de l'Europe ». Il doit au contraire nous conduire à mieux apprécier les étapes progressives de cette émergence de l'Europe de la Sécurité et de la Défense que nos opinions publiques sont aptes à s'approprier.

**5.** Alors que cette émergence demeure encore timide, il reste évidemment vital pour le monde occidental que l'OTAN continue à jouer son rôle d'outil puissant de défense, indispensable pour nous prémunir contre toute agression militaire caractérisée de haute intensité. Mais le cadre géostratégique mondial se prête désormais rarement à des distinctions claires entre la guerre et la paix. Il est généralement marqué par un véritable *continuum* entre les notions de défense et de sécurité. Face à ce *continuum*, l'Europe a su se créer des outils qui manquent encore à l'OTAN, non pas faute de ressources, mais pour des raisons culturelles : je pense par exemple à la Force de Gendarmerie Européenne, ou aux différents volets de « l'objectif global civil 2008 » décidé par le Conseil Européen de juin 2004. La réalité nouvelle de ce *continuum* conduit en effet à se convaincre de l'intérêt d'agir au plus tôt pour rétablir la sécurité défaillante, de sorte que la situation ne dégénère pas vers des extrêmes qui relèveraient d'outils de défense au sens fort du terme.

Ajoutons qu'à un niveau évidemment tout différent, il est clair que des aides efficaces au développement de zones de crises potentielles peuvent constituer des investissements au moins aussi générateurs de paix que la coûteuse constitution d'un outil militaire très sophistiqué au regard de la réalité de la menace.

A ce stade, je voudrais surtout affirmer haut et fort mon sentiment d'officier général, que le *Hard power* n'a de sens qu'au service du *Soft power*, même s'il reste évidemment entendu que le *Soft Power* est absolument suicidaire s'il ne dispose pas du *Hard power* à la mesure de ses ambitions.

**6.** Vous aurez compris que je suis de ceux qui pensent que l'Europe doit évoluer vers une forme fédérative,

seule de nature à lui permettre de jouer, dans les redoutables perspectives du monde à venir, un rôle de pôle d'équilibre aux côtés d'alliés d'abord transatlantiques, mais aussi sud-américains, indiens, ou asiatiques.

Cette Europe n'existera qu'animée par des valeurs communes aux dimensions non seulement économiques et financières mais surtout sociales, juridiques, et même éthiques.

Pour les promouvoir, il lui faudra certes un outil militaire, ou plutôt un outil de puissance, à composition civilo-militaire, à la mesure de ses ambitions. Mais il lui faudra surtout l'avoir dimensionné non pas tant en part de sa production annuelle de richesse qu'en fonction d'une analyse lucide et commune des risques, des menaces, et des meilleurs moyens, civils et militaires d'y faire face.

Une telle démarche ne se fera pas contre les opinions publiques. Elle ne se fera pas non plus au rythme d'incantations vertueuses. Tout au plus pourrait-on accélérer son émergence en contribuant aussi activement que possible à la prise de conscience par les électeurs européens de l'absolue nécessité d'une véritable Union pour persévérer dans notre identité et dans nos valeurs.

**7.** Dans cet esprit, qu'il me soit permis de conclure par une modeste suggestion : le lancement dès que possible, dans un processus associant tous les pays de l'Europe d'aujourd'hui qui seraient prêts à s'engager dans une telle démarche relevant de l'esprit des coopérations structurées permanentes, de la rédaction d'un « Livre Blanc sur la Sécurité et la Défense européennes ». Ce document devrait s'inscrire dans un horizon dépassant largement celui de l'objectif global 2003 de l'Union Européenne et celui de l'objectif global 2010 qui le complète.

Au terme de cette démarche peut-être pourrions-nous inverser la proposition de Jean-Sylvestre Mongrenier : constatant que l'existence d'une Europe effective de la Sécurité et de la Défense est une condition sine qua non de l'efficacité de l'action politique de l'Occident dans un monde marqué par l'émergence de nouveaux pôles de puissance, nous pourrions affirmer que « l'Europe est l'avenir de l'OTAN ».

---

### Intervention de Karl HOFMANN

Monsieur Mongrenier a écrit un article fort intéressant, qui incite à la réflexion, et qui nous rappelle, je crois, ce fondement de valeurs communes, qui a contribué à assurer la forte cohésion de la Communauté atlantique. Bien sûr, je choisirais sans doute une expression différente de celle d'« empire néo-occidental » qu'il

utilise, mais je ne peux qu'approuver cette idée que la capacité des démocraties de l'Alliance atlantique à coopérer pour relever les défis de sécurité de notre temps est essentielle à notre réussite.

Le Général de la Presle examine le rôle de l'OTAN à travers le prisme de son action très importante dans les Balkans, et il soulève certaines critiques et questions très pertinentes qu'il est plus à même que moi de développer.

Je vais évoquer, dans un instant, les Balkans, comme piste possible de réflexion. Mais c'est à mon avis une question plus large qui est en jeu : celle de l'adaptation réussie ou non de l'OTAN aux réalités du monde de l'après-guerre froide.

Je dirais que l'OTAN demeure inchangée à un égard fondamental : pour les Etats-Unis et l'Europe, elle continue à servir de moyen institutionnel pour assurer ensemble notre sécurité commune. Son existence reste d'une importance capitale aussi bien pour l'Europe que pour les Etats-Unis. En tant que lien transatlantique vital entre nos intérêts, nos moyens et nos interventions en matière de sécurité, sa valeur est à la fois réelle et symbolique.

Tout ce que je viens de dire s'appliquait il y a vingt, trente ou quarante ans. Ce qui a changé, c'est la nature de la menace à laquelle nous sommes confrontés. Elle ne pourrait pas être plus différente. A une menace militaire fixe et à un enjeu politique clairement défini pendant la guerre froide, a succédé une combinaison de facteurs, faisant naître un vaste et grandissant sentiment d'insécurité, en particulier pour nous, Américains, depuis le 11 septembre 2001. Les frontières nettes, le matériel militaire répertorié, les stratégies de dissuasion mutuellement convenues ont laissé place à une évaluation de la menace en constante évolution, incluant des éléments tels que le terrorisme, la prolifération, les acteurs non étatiques, l'extrémisme politique et ethnique, les Etats défaillants et les Etats en faillite, et même les enjeux transfrontaliers en matière d'environnement et de santé.

Je dirais que l'OTAN, après une certaine hésitation initiale au lendemain de la guerre froide, a fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Cette adaptation ne fait que commencer. Ce ne sera pas une adaptation ponctuelle, car la nature de la menace à laquelle nous sommes confrontés est en évolution constante. Mais je crois que nous en sommes arrivés au point où nous pouvons conclure qu'ayant prouvé sa capacité d'adaptation, l'OTAN conservera son rôle central dans le domaine de la sécurité, pour l'Europe comme pour les Etats-Unis.

Evidemment, l'importance future de l'OTAN dépendra, comme toujours, de nous. Elle dépendra de notre volonté politique – de notre volonté d'utiliser l'OTAN et de l'utiliser efficacement. Cela demandera une compréhension commune de la nature de la menace à

laquelle nous faisons face – et de l'importance de cette menace. C'est là bien sûr l'instant de vérité. Les gouvernements doivent être prêts à prendre la difficile décision d'augmenter les ressources nécessaires dans un contexte de sécurité qui est, incontestablement, beaucoup moins simple. Ce n'est facile pour aucun d'entre nous – même si je me risquerais à dire que cela semble plus naturel à la France qu'à certains autres, compte tenu de l'histoire de ce pays et de l'importance de son engagement et de ses responsabilités au niveau international.

Je voudrais examiner trois opérations menées par l'OTAN – dans les Balkans, en Afghanistan et au Darfour – qui mettent en évidence le type de rôle que l'Organisation peut jouer, à l'avenir, en matière de sécurité, ainsi que l'éventail de possibilités qu'elle offre, compte tenu de ses moyens, de son poids politique et de son expérience.

Dans les Balkans, l'OTAN garantit l'élément de sécurité indispensable dans l'effort permanent pour inscrire une région des Balkans pacifiée dans la dynamique européenne. Ce processus est long et mouvementé. Des défis majeurs restent à venir, de la négociation sur le statut final du Kosovo et de la réforme constitutionnelle en Bosnie-Herzégovine, au vaste ensemble de mesures de réforme politique et économique qui permettront une éventuelle adhésion des Etats de cette région à l'OTAN et à l'Union européenne.

Des analyses rétrospectives, semblables à celle proposée par le Général de La Presle, divergent sur la question de savoir qui aurait pu faire quoi et quand, et qui porte quel degré de responsabilité historique pour ce qui s'est passé. Pour moi, une chose est sûre : la fin du conflit ethnique et des atroces massacres n'a été possible que grâce aux efforts conjugués de l'Europe et des Etats-Unis. C'est grâce à l'intervention de l'OTAN que ce conflit et ces massacres gratuits ont pris fin, essentiellement par le recours aux ressources militaires des Etats-Unis.

Cette intervention, ainsi que le maintien de la présence de l'OTAN et son nouveau rôle en ex-Yougoslavie, s'inscrivent dans la droite ligne de la fonction historique de l'OTAN pendant la guerre froide, celle de réunir les moyens militaires et la volonté politique des Etats-Unis et de l'Europe pour défendre les intérêts de défense et de sécurité des membres de l'Alliance.

L'évolution du rôle de l'OTAN, son adaptation à un paysage de sécurité transformé apparaît de la façon la plus frappante dans son engagement en Afghanistan. L'OTAN, avec les Etats-Unis et la France en première ligne, ont ensuite soutenu un processus politique – commençant par la Conférence de Bonn pour aboutir à des élections démocratiques et à l'élection d'un président et d'un parlement. Puis, elle a joué un rôle majeur dans la reconstruction du pays.

Tandis que les Afghans, les Américains, les Français et d'autres poursuivent des opérations antiterroristes, l'OTAN garantit la sécurité du peuple afghan en prenant la tête de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), qui compte actuellement plus de 10 000 soldats européens. Cette Force internationale a joué un rôle militaire classique – grâce à ses forces opérant pour assurer la sécurité de Kaboul et des centres régionaux, ainsi que grâce à ses missions d'entraînement. Ce rôle de sécurité s'élargit, tandis que les forces de l'OTAN avancent vers le sud et vers l'est, et tandis que ses opérations sont imbriquées dans l'Opération « Liberté immuable ». Tout aussi important, et voici l'innovation, les troupes de la Force internationale d'assistance à la sécurité opèrent dans des régions de plus en plus vastes d'Afghanistan, en tant que noyau de stabilité qui permet à d'autres acteurs, au gouvernement central, à des organismes internationaux, et à des ONG d'apporter leur propre aide spécialisée. L'OTAN fournit une présence de « hard power », selon les termes du Général de La Presle, qui permet aux acteurs de « soft power » de jouer leur rôle central.

Un troisième engagement de l'OTAN, son soutien, au Darfour, à l'opération de la Mission de l'Union africaine au Soudan, illustre le type de rôle central que peut remplir l'OTAN, dans une situation de crise régionale, dans laquelle les acteurs locaux ont besoin d'un soutien spécifique et limité dans le temps, que ce soit en termes de logistique, de planification ou d'entraînement. Lorsque, pour quelque raison que ce soit, les gouvernements s'avèrent incapables de contenir un conflit, qui menace la stabilité régionale ou qui a des conséquences humanitaires importantes, l'OTAN a l'influence politique, les moyens militaires, et désormais l'expérience grandissante, pour offrir l'élément stabilisateur manquant indispensable.

Il n'y a pas que l'OTAN qui peut ou doit assurer un tel soutien. Les Etats-Unis, bien sûr, mais également l'Union européenne, peuvent mettre en œuvre un large éventail d'éléments de « soft power » et de « hard power ». Il y a largement assez de travail pour tous les acteurs multinationaux. Définir à quelle organisation avoir recours à tout moment dépendra largement du contexte particulier, et ne devrait pas être dicté par une stricte division organisationnelle du travail.

Pour parler plus simplement : les Etats-Unis soutiennent les efforts de l'Union européenne pour développer ses moyens militaires, à travers la politique européenne de sécurité et de défense. Nous comprenons et encourageons le développement de moyens militaires par nos alliés européens, qui est tout aussi nécessaire pour une Union européenne forte que pour une OTAN forte. Toutefois, il est également important que les moyens militaires de l'Union européenne soient développés de façon transparente et en coordination avec l'OTAN, afin que les deux organisations restent en accord sur les questions

militaires et évitent d'agir dans des sens différents ou d'empiéter sur les efforts de l'autre.

Je devrais préciser ici que les Etats-Unis soutiennent aussi l'élargissement de l'OTAN, que nous considérons comme souhaitable, et qui a déjà inclus beaucoup d'anciens adversaires de la guerre froide, ainsi que le développement de nombreux partenariats, tels que le Conseil OTAN-Russie, le programme du Partenariat pour la paix, le Dialogue méditerranéen, et l'Initiative de coopération d'Istanbul. Nous avons la responsabilité de montrer au reste du monde la possibilité d'un avenir meilleur, un avenir qui comprenne les valeurs fondamentales d'initiative économique, de pluralisme, et de gouvernance démocratique.

A leur tour, les pays qui ambitionnent de devenir membres de l'OTAN doivent également atteindre certains objectifs militaires, économiques et politiques afin de garantir qu'ils deviennent des contributeurs aussi bien que des bénéficiaires de la sécurité de l'Alliance.

Une note finale. Bon nombre de menaces auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui étaient inimaginables il y a quinze ans, alors que l'ère de l'après-guerre froide commençait. Evidemment, nous devons nous équiper de tous les moyens possibles pour faire face aux menaces maintenant inimaginables, qui apparaîtront dans les années à venir. L'OTAN a longtemps été un mécanisme central. Si nous ne l'avions pas déjà fait, nous devrions l'inventer. Mais il est là, et notre défi est de veiller à ce qu'il reste pertinent, souple, et libre de toute limitation doctrinale, en lui permettant de continuer à s'adapter, de façon créative, à un contexte en pleine évolution.

L'OTAN, est-elle l'avenir de l'Europe ? En tout cas, elle est le passé, l'actualité, et en large mesure la promesse de future solidarité trans-Atlantique au service de notre sécurité commune.



## Débat avec la salle Questions-réponses

### Question 1

**Frédéric PONS** – L'OTAN combine assez bien le *soft* et *hard power*. Elle l'a démontrée dans ses opérations récentes. L'OTAN se suffit-elle à elle-même ? Est-elle la seule alliance qui ait fonctionné et les autres initiatives sont-elles utiles ?

**Karl HOFMANN** – Ce que vous dites là est un peu provocateur... L'OTAN ne combine pas *hard* et *soft power*. Elle facilite l'application du *soft power* là où elle est engagée (en Afghanistan par exemple). A-t-on terminé avec l'OTAN de bâtir de nouvelles alliances en matière de sécurité afin de la renforcer et faire face aux défis globaux actuels ? Absolument pas. Il y a un rôle très important pour d'autres organisations, d'autres dynamiques et alliances. Georges W. Bush l'a très bien compris et l'a répété durant son voyage à Bruxelles en 2005 : pour faire face aux défis du monde actuel, il faut un partenaire européen fort et sûr de lui. Ce partenaire est supposé être l'Union Européenne. Aux Etats-Unis, on débat si l'Europe de la défense est une bonne chose ou une mauvaise chose pour l'OTAN et les Etats-Unis. Le président a tranché. C'est important pour nous, et positif. Je pense qu'il faut le souligner.

**Jean-Sylvestre MONGRENIER** – On fait souvent une équivalence entre *hard power* et moyens militaires d'une part, *soft power* et moyens civils d'autre part. Cela me semble décalé par rapport à la définition initiale de ces deux concepts, posés par Joseph Nye en 1990. La puissance a différentes facettes : le *hard power* désigne la capacité à contraindre (la coercition) et le *soft power* désigne la capacité à séduire (attraction de ses valeurs propres, rayonnement linguistique et culturel...). La puissance est un tout qui combine moyens civils et militaires.

Le concept de puissance désigne la capacité de faire prévaloir sa volonté, de faire ou ne pas faire, de laisser faire ou de faire faire. Elle ouvre le champ des possibles. Il ne faut donc pas confondre la puissance avec la force, cet autre concept renvoyant aux agrégats de ressources civiles et militaires dont dispose un acteur politique. La puissance est de l'ordre de la multiplication et la force est de l'ordre de l'addition. Les moyens civils et militaires relèvent de ces agrégats. Par ailleurs, un acteur politique peut « produire du *hard power* » avec des moyens civils : le déploiement conditionnel de moyens civils peut contraindre l'hypothétique bénéficiaire à modifier son projet politique et son action stratégique.

A contrario, la mise en œuvre de moyens militaires peut aussi « produire » du *soft power* : on a déjà vu la force des armes susciter le respect, voire l'admiration, des compétiteurs et adversaires éventuels. Dans

n'importe quelle opération, il faut combiner moyens civils et militaires. La combinatoire varie selon le cadre action-espace-temps.

Du point de vue de la France et de l'Union Européenne, il y aurait quelque risque à se dire que nos moyens civils génèrent automatiquement du *soft power*. Dispose-t-on seulement de ce *soft power* ? Nous reconnaît-on un quelconque magistère moral ? Je n'en suis pas sûr. Quand je vois les ambassades de plusieurs pays européens brûler [à la suite du scandale dit « des caricatures du prophète », ndlr], je n'ai pas le sentiment que l'on nous reconnaisse ce magistère moral...

### Question 2

**Xavier GUILHOU** – Les Etats-Unis sont en surpuissance dans le *hard power* et l'Europe s'attribue théoriquement des vertus dans le *soft power*. Le général de La Presle a évoqué cette potentialité civilo-militaire depuis une dizaine d'années. Cette dimension pourrait être un terrain de convergence et de travail commun pour aller vers d'autres modes de commandement intégré. Seriez-vous prêts à accepter une prochaine coopération, un autre mode opérationnel que celui que l'on a connu le général et moi-même aux Balkans ? Derrière une résolution de l'ONU, un Haut représentant sur place aurait l'intégralité du mandat et la dimension civilo-militaire des Américains et Européens s'exprimant derrière ce mandat international.

**Général de LA PRESLE** – Je voudrais évoquer l'expérience que j'ai vécue sur la base américaine de Dayton entre la fin du mois d'octobre et *Thanksgiving Day* en 1995. Je n'insisterai pas sur un certain nombre de choses qui m'ont beaucoup marqué, comme par exemple le poids extraordinaire – à mon avis excessif, même si j'éprouvais une certaine jalousie !... – des officiers généraux américains dans la rédaction de chacune des lignes du plan paix de Dayton et chacune de ses annexes.

J'ai été extrêmement sensible à l'unité de vue qui s'exprimait entre le général Wesley Clark, adjoint militaire de Richard Holbrooke, le général John Shalikashvili, chef d'état major américain à Washington, le général George Joulwan patron des forces militaires de l'OTAN à Bruxelles et l'amiral Leighton Smith, son subordonné de l'OTAN à Naples. Il y avait là une « conjuration » d'officiers généraux américains qui jouait un rôle capital vis-à-vis des autorités politiques américaines. Il y a une manière de vivre la démocratie aux Etats-Unis qui, par l'importance qu'a le Congrès, donne aux officiers généraux beaucoup de poids. Le général est convoqué devant le Congrès et il peut s'y exprimer en toute indépendance et sans contrôle ministériel direct. C'est un élément important à mes yeux.



A Dayton, nous étions tous convaincus que le principe « un chef, une mission et des moyens » coulait de source. C'est ainsi que l'on réussit des opérations. Les Américains étaient bien décidés à imposer une solution selon laquelle l'OTAN entrerait en force en Bosnie dans une configuration où les GI's seraient naturellement sous commandement américain. A Dayton, était d'ailleurs présent le haut fonctionnaire américain qui était prêt à prendre la direction de la mission. Les Européens (Anglais, Allemands et Français) se sont évidemment insurgés car cela se passait en Europe. On a finalement imaginé, puis été contraint d'accepter, cette situation où Carl Bildt, représentant des Européens, était subordonné aux Nations Unies à New York, tandis que l'amiral américain Leighton Smith, patron de la Force OTAN, l'IFOR, à Sarajevo, était en fait sous les ordres du général Shalikashvili déjà cité. On s'est retrouvé dans une position de double subordination stupide et malsaine.

Les militaires américains avaient une mission et un mot d'ordre : « don't accept mission creep ». La mission de l'OTAN était de montrer ses muscles et sa force, de prendre position à Sarajevo après le franchissement de la Save monté comme un grand spectacle de film de guerre. Pour l'IFOR, l'avenir de la Bosnie était certes intéressant mais l'avis du responsable politique n'était pas très important. Ce système de commandement a prévalu jusqu'au relèvement de l'OTAN par l'UE en Bosnie.

Aujourd'hui il se passe la même chose au Kosovo où perdure une situation d'organisation du commandement à mon sens malsaine. La dimension militaire est un peu déconnectée du politique. Tout se passe bien en situation de calme liée à la surpuissance militaire, comme on vient de le dire. Mais un attentat terroriste à Pristina se traduirait probablement par une rupture brutale de l'unité de commandement. Le Haut représentant de l'ONU considérerait alors que le *hard power* de l'OTAN n'aurait pas bien fait son travail de sécurisation du théâtre. Et les forces militaires répondraient que n'étant pas tenues informées de tout, cet attentat aurait couvé dans des conditions que les militaires n'auraient pas vu voir venir. Je crois que l'unité de commandement est quelque chose d'essentiel.

La « solide stupidité des généraux », dont a parlé Saint-Exupéry, est certes à prendre en compte... Pour les rendre moins stupides, il faut les associer très précocement aux réflexions du pouvoir politique.

---

### **Question 3**

**Frédéric PONS** – Finalement l'OTAN a cette force d'avoir réussi cette adéquation et cette intégration militaire-politique dans la conduite des opérations. Partagez-vous ce point de vue ?

**Karl HOFMANN** – Rien n'est exclu en matière de commandement dans l'avenir d'une opération incluant l'OTAN, l'UE sous mandat de l'ONU. Tout dépend des circonstances. Dans les Balkans, personne n'est couvert de gloire : cela a été une tragédie. Il reste beaucoup à faire en matière de coordination entre civils et militaires, même aux Etats-Unis. On a pu le constater au sein de l'administration concernant l'Irak.

---

### **Question 4**

**Jean-Pierre d'ESTIENNE d'ORVES** – La France a réintégré l'OTAN. Jacques Chirac a réaffirmé l'importance de la force de dissuasion française. C'est une réaffirmation de type gaulliste face à une menace éclatée depuis l'effondrement du bloc soviétique. Comment ceci peut aller dans le sens de l'OTAN ?

**Jean-Sylvestre MONGRENIER** – La question du nucléaire est difficile à aborder au niveau européen. Le Président de la République a proposé une « dissuasion concertée » en 1995, suite aux remous médiatiques provoqués par la reprise des essais nucléaires et l'opposition de nos partenaires européens à ces essais. La question demeure donc en suspens et rien ne presse. Ceci dit, La dissuasion nucléaire ne joue plus un rôle aussi central que dans la Guerre froide. On est passé d'une posture statique à une posture de projection de puissances et de forces. Quant au dernier discours de Jacques Chirac sur la dissuasion nucléaire (19 janvier 2006), il montre que le concept français de dissuasion nucléaire est plus flexible qu'autrefois. C'était là un des points durs dans nos rapport avec les Américains et le refus de la « riposte graduée » avait été mis en avant pour justifier le retrait français des structures militaires intégrées de l'OTAN. Rappelons toutefois que la déclaration d'Ottawa de 1974 reconnaît l'apport des forces nucléaires nationales indépendantes à la dissuasion globale de l'OTAN.

Aujourd'hui, nous avons toujours besoin de centres de décisions nucléaires en Europe, en dépit du fait que de nombreux partenaires européens ne sont pas prêts à discuter de « dissuasion concertée ». On bute sur l'unité du pouvoir politique, indispensable pour mettre en œuvre une stratégie commune de dissuasion nucléaire. Pour l'instant, la question d'une dissuasion nucléaire européenne n'est pas au premier plan : les stratégies sont plus axées sur des schémas de projection de forces et de puissance. Pour leur part, les Français et les Britanniques doivent maintenir à niveau leurs forces de frappe. Les Européens en ont d'autant plus besoin que la crise iranienne et les menaces de prolifération sont là pour rappeler que l'on ne « désinventera » pas le nucléaire.

**Karl HOFMANN** – On a cité l'obligation de potentiellement faire face à un Etat qui alimente le terrorisme. On devrait lutter contre cette menace en

ayant recours aux moyens les plus sévères. Et ce discours à Washington est bien compris.

---

### Question 5

**Christophe CAZELLES** – Si on revient sur l'histoire de l'Union européenne et de l'OTAN, l'initiative européenne de sécurité et de défense a été un échec. Nos partenaires américains l'ont dénoncée. Celle-ci était souhaitable pour l'effort de défense mais dommageable pour les questions d'influence. Cet échec ne risque-t-il pas de se reproduire ? Pourquoi les Américains et les Européens continuent de se disputer à propos du *first executable* ? Pourquoi l'OTAN demande-t-elle à être saisie en premier dans toutes les opérations ? Concernant le *soft power* à l'OTAN, n'y a-t-il pas un risque de duplication comme l'avait déjà dénoncé Lord Roberston ?

**Général de LA PRESLE** – Il n'y a pas de risque de duplication du *soft power* mais plutôt un risque de contamination. Les officiers européens sont mieux préparés que les officiers américains à travailler avec des structures civiles. L'OTAN devrait intégrer, comme l'ONU, la dimension politique (juridique, économique, financière) dans son système de réflexion et de raisonnement. S'agissant par ailleurs du nucléaire militaire français qui pèse lourd dans le budget de la Défense, il y a un vrai effort de pédagogie à consentir pour faire comprendre que sa pertinence perdure.

**Karl HOFMANN** – Les règles de *first executable* de l'OTAN ont été jugées nécessaires et utiles par l'ensemble des pays membres de l'OTAN. Ces règles n'ont pas été imposées par quelqu'un. L'OTAN a décidé qu'il serait plus facile d'agir ainsi.

**Jean-Sylvestre MONGRENIER** – Je ne serai pas aussi sévère sur l'« identité européenne de sécurité et de défense » (IESD). Ce concept a été mis en avant dans le cadre de l'UEO. A partir de 1994, il a été intégré aux débats internes à l'OTAN. C'est le principe des Groupes de forces interarmées multinationaux (les GFIM) : mise à disposition de moyens de l'OTAN au service de l'Union européenne et de l'Europe de la défense. En l'état actuel des choses, l'Europe de la défense repose sur deux « jambes » : la « jambe » OTAN avec une mise à disposition de ces GFIM dans le cadre des accords de « Berlin plus » (2002); la « jambe » nationale avec le principe de la « nation cadre » (une nation apporte un état-major multinationalisable et l'ossature de la force). L'IESD a donc abouti aux accords de « Berlin plus » et c'est un relatif succès. Par contre, il y a deux échecs historiques à mon sens : le rejet du Traité constitutionnel européen l'an dernier et celui de la Communauté Européenne de Défense voici 50 ans. Nous n'avons certainement pas fini d'en payer les conséquences...

### Question 6

**Alexis CHAHTAHTINSKY** – La France est-elle dans l'OTAN ? Les relations entre l'UE et l'OTAN sont-elles de concurrence ou de complémentarité ? Quel est l'avenir de l'Alliance et quelle est la place de l'Europe dans celle-ci ?

**Jean-Sylvestre MONGRENIER** – Les Européens doivent mutualiser leurs capacités pour peser de manière décisive dans l'Alliance atlantique, participer effectivement à la définition des missions et assurer le bon fonctionnement de l'OTAN. Au sein de l'Alliance comme dans l'Union européenne, il faut accepter les principes de la géométrie variable et de la coopération renforcée entre quelques uns. Il y a le cercle le plus large, de droit commun, qui repose sur la défense mutuelle des nations membres de l'OTAN.

Au-delà de cette fonction historiquement première, cette alliance doit pouvoir servir de support pour monter des coalitions de circonstance à géométrie variable. Rappelons que le dernier mot appartient aux nations. Celles-ci sont propriétaires des unités et des capacités qui sont mises au service de l'OTAN. L'idéal serait qu'il se constitue un pilier européen au sein de cette alliance pour négocier et travailler sur une base paritaire avec les Etats-Unis. Sinon Washington joue et jouera nécessairement le rôle de « grand attracteur ». C'est dans la logique des choses car il existe une physique de la puissance. Il faut bien constater que les Européens ne participent pas sur un pied d'égalité à l'Alliance atlantique. Il leur appartient d'accroître leur effort militaire et de mutualiser leurs capacités. L'Europe de la défense peut déboucher sur la formation d'un pilier européen autonome au sein d'une alliance transatlantique refondée. Le « partage du fardeau » et la redistribution du pouvoir sont une seule et même question. C'est ce que je nomme la « question d'Europe ».

**Général de LA PRESLE** – Les piliers européen et américano-canadien doivent constituer les deux éléments d'une structure politico-militaire traitant les problèmes de l'Atlantique-Nord. Mais l'horizon géostratégique de l'Union européenne, après 2007-2008, comme celui des Etats-Unis, ne s'inscrit pas exclusivement dans ce cadre transatlantique. Je ne vois pas pourquoi l'Union européenne ne jouerait pas aussi son rôle dans la sécurité de notre planète en liaison avec d'autres structures ou en liaison avec la partie orientale du monde (Inde, Chine). Je ne vois pas pourquoi cela devrait s'intégrer dans le cadre des relations transatlantiques que l'OTAN devrait coiffer.

---

### Question 7

**Dominique LANGLOIS** – L'OTAN manque-t-elle d'un outil d'anticipation des crises ?

**Général de LA PRESLE** – Lors de ma mission en ex-Yougoslavie, j'avais sous mes ordres un général américain qui commandait la Force de Déploiement Préventive des Nations Unies en ex-République de Macédoine (FORDEPRENU) constituée par une unité de 600 hommes. Je pense que la Macédoine a représenté un cas d'école. On a évité l'explosion de cette partie de l'ex-Yougoslavie malgré des tracés de frontières

discutables et des minorités ethniques implantées à la fois au Kosovo et en Serbie Cette force de prévention a efficacement joué son rôle. Malheureusement, dans le cadre de budgets évidemment contraints, il est difficile de faire comprendre aux opinions publiques qu'il est important d'anticiper des crises et donc d'y consacrer des moyens importants.

---

## Liste des Participants

- M. Jacques BARBIER**, Administrateur de sociétés, AIG-Mezzvest limited/Conralia SA (Belgique).  
**Mme Kristina BERGENDAL**, Conseiller à l'ambassade de Suède en France.  
**Amiral Jean BETERMIER**, Conseiller des Présidents du groupe EADS, président du Forum du Futur.  
**Mlle Laetitia BLANDIN**, Responsable Affaires France, GICAT.  
**M. Christophe CAZELLES**, Chargé de mission au Centre d'Analyse Stratégique (Premier ministre, France).  
**M. Alexis CHAHTAHTINSKY**, Conseiller diplomatique de Pierre LELLOUCHE (député de Paris, Commission des Affaires étrangères, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN).  
**M. Olivier CLARK**, Olivier Clark Consultant.  
**Colonel Bruno CLERMONT**, Auditeur à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN).  
**M. Raphaël COGNET**, Collaborateur de Pierre BEDIER (député des Yvelines, Commission des Affaires Économiques).  
**M. Pierre DASSAS**, Président, Dassas Communication.  
**M. Daniel DURCA**, Délégué général de l'Institut Thomas More.  
**Mme Eeva EEK-PAJUSTE**, Conseiller politique à l'Ambassade d'Estonie en France.  
**M. Jean-Pierre d'ESTIENNE d'ORVES**, Associé gérant, Cambium.  
**M. Guillaume FILAIRE**, Collaborateur d'Etienne BLANC (député de l'Ain, Commission des Lois).  
**Capitaine de vaisseau Olivier FOILLARD**, Auditeur au Collège Interarmées de Défense (CID).  
**Mme Caroline GALACTEROS-LUCHTENBERG**, Présidente, Planeting Intelligence Stratégique.  
**M. Bernard GINET**, Conseiller de la Direction générale d'Aventis.  
**M. Cyrille GLOAGUEN**, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8).  
**Mme Caroline GORSE-COMBALAT**, Déléguée à l'information à l'Ambassade des Etats-Unis en France.  
**M. Xavier GUILHOU**, Associé gérant de XAG Conseil.  
**M. le député Francis HILLMEYER**, Député du Haut-Rhin, Commission de la Défense.  
**M. le Ministre Karl HOFMANN**, Ministre des Etats-Unis d'Amérique, Ambassade des Etats-Unis en France.  
**Général Bertrand de LA PRESLE**, Vice-président de Géostratégies 2000.  
**M. Dominique LANGLOIS**, Managing partner d'Executive Interim Management.  
**M. Frédéric LAZORTES**, Chargé de mission à la Cellule Prospective du Premier Ministre (France).  
**M. Jean Thomas LESUEUR**, Chargé des Etudes et des Publications de l'Institut Thomas More.  
**M. Pierre-Henri LOMBARD**, Chargé de mission de l'Institut Thomas More.  
**M. Philippe MAZE-SENCIER**, Senior Manager International Development - Political Affairs France, groupe EADS.  
**M. Christian MEUWLY**, Ministre à l'Ambassade de Suisse en France.  
**M. Yannick MIREUR**, Directeur délégué de l'Institut Choiseul, rédacteur en chef revue "Politique Américaine".  
**M. Jean-Sylvestre MONGRENIER**, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8), chercheur Associé de l'Institut Thomas More.  
**Mlle Elyse PERUSSEAU**, Chargé de mission de l'Institut Thomas More.  
**M. le Ministre Ivan PETROV**, Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade de Bulgarie en France.  
**M. Frédéric PONS**, Rédacteur en chef Monde de l'hebdomadaire « Valeurs Actuelles ».  
**Mme Hélène de ROCHEFORT**, Attachée parlementaire du Ministre de la Défense (France).  
**M. Claude ROZET**, Président Centre de l'Association "France-Etats-Unis".  
**Monsieur Frédéric SABATTIER**, Collaborateur de Michel BOUVARD (député de Savoie, Commission des Finances).  
**M. François-Xavier SERRAZ**, Directeur de la gestion privée de la Banque d'Orsay.  
**M. Charles VINCENSINI**, Associé, Mazard & Guerard.  
**M. le Ministre Juha VIRTANEN**, Ministre à l'Ambassade de Finlande en France.  
**M. Nicholas ZYLBERGLASS**, Chargé de mission, Hubert Védrine Conseil.

Programme d'étude **L'EUROPE FACE AU MONDE**  
Série RELATIONS INTERNATIONALES, GÉOPOLITIQUE

Retrouvez tout l'actualité de l'Institut Thomas More sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)

**Les paradoxes de l'atlantisme français**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (sur le site Internet de l'ITM, mars 2006, Fr/Eng).

**L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin**

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 9, mars 2006, Fr/Eng).

**L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?**

Rencontre, 14 mars 2006, Paris (Assemblée Nationale), en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS. Intervenants : Karl HOFMANN, général Bertrand de LA PRESLE, Jean-Sylvestre MONGRENIER.

**France – Europe – Etats-Unis : Fondements connus et inconnus d'une mésentente cordiale**

Par Béla BORSI-KÁLMÁN (Tribune 4, février 2005, Fr/Eng). Parue dans la « Revue des Deux Mondes » (février 2005).

**Irak/OTAN/ONU : la politique étrangère des Etats-Unis à l'heure des choix**

Rencontre, 12 octobre 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Nicole BACHARAN et Ken WEINSTEIN.

**Kerry-Bush : le "candidat du 10 septembre" face à "celui du 12 septembre"**

Par Laurent MURAWIEC (Tribune 1, mai 2004, Fr).

**Deux Occidents pour un seul monde ? L'Europe, les Etats-Unis et le monde**

Journée d'études, 14 mai 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Frédéric ENCEL, Stephen LAUNAY, Roberto de MATTEI, Laurent MURAWIEC, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, François THUAL, Ilios YANNAKAKIS.

**DERNIÈRES PUBLICATIONS**

disponibles sur notre site Internet ou sur demande à [publications@institut-thomas-more.org](mailto:publications@institut-thomas-more.org)

**L'Europe, c'est aussi la justice... 4 pistes pour la réforme**

Claude GIRARD

Note 8 – Fr – Avril 2006

Programme d'études **Identités européennes** Série **Politiques**

**European Energy policies: 10 questions, 10 answers for the future**

Hildegard von LIECHTENSTEIN

Note 7 – Eng & Fr – Mars 2006

Programme d'études **Identités européennes** Série **Politiques**

**Is NATO the future of Europe? Power and destiny**

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Tribune 9 – Eng & Fr – Mars 2006

Programme d'études **L'Europe face au monde** Série **Relations internationales, Géopolitique**

**Immigration : quel coûts pour les finances publiques ? Essai d'évaluation pour la France**

Jacques BICHOT

Note 6 - Fr - février 2006

Programme d'études **Identités européennes** Série **Sociétés, Cultures**

**Une jeunesse abîmée. Illettrisme et destin social**

Alain BENTOLILA

Tribune 8 - Fr - janvier 2006

Programme d'études **Identités européennes** Série **Sociétés, Cultures**

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent pas la responsabilité de l'Institut Thomas More. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More et des auteurs, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org) ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Institut Thomas More ASBL © Avril 2006